

Conditions générales de vente consommateurs PAROT DIGITALS

Dernière mise à jour : 06 septembre 2019

PREAMBULE

Les présentes Conditions générales constituent le socle de la relation commerciale entre les parties et régissent strictement et dans leur intégralité l'ensemble des ventes réalisées sur le site Internet www.zanzicar.fr par la société **PAROT DIGITALS**, Société par Actions Simplifiée, au capital de 10 000 €, immatriculée sous le numéro 821 002 904 au RCS de BORDEAUX, ayant son siège social 55 boulevard Jacques Chaban Delmas à BRUGES (33520), représentée par Monsieur Alexandre PAROT (ci-après dénommée le « **Vendeur** »), qui a pour activité la vente à distance sur catalogue général.

Le **Vendeur** et le **Client** sont ci-après individuellement dénommés une « **Partie** » et ensemble les « **Parties** ».

Toute commande auprès du **Vendeur** implique de plein droit l'acceptation sans réserve de l'intégralité des présentes Conditions générales. L'acceptation par le **Client** des présentes Conditions générales est matérialisée par le fait pour le **Client** de cocher la case attenante à la mention « *je reconnais avoir lu et accepté les Conditions générales de vente (Lire les Conditions générales de vente)* » lors de la passation de sa Commande. Cette démarche équivaut pour le **Client** à reconnaître qu'il a pris pleinement connaissance et qu'il approuve, sans exception ni réserve, l'ensemble des Conditions générales indiquées ci-après.

Article 1 – Définitions

« **Client** » désigne toute personne physique, ayant la capacité juridique de contracter, et agissant à des fins, qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole.

« **Commande** » désigne tout achat par le **Client** de tout Produit proposé à la vente par le **Vendeur** sur son Site Internet.

« **Compte** » désigne le compte du **Client** permettant de passer Commande des Produits proposés à la vente par le **Vendeur** sur son Site Internet.

« **Devis** » désigne le document contractuel par lequel le **Vendeur** expose un prix pour le Produit que souhaite acquérir le **Client**.

« **Financement** » désigne la solution de crédit proposé au **Client** par CGI afin d'acquérir le Produit souhaité.

« **Internet** » désigne différents réseaux de serveurs localisés en divers lieux à travers le monde, reliés entre eux à l'aide de réseaux de communication, et communiquant à l'aide d'un protocole spécifique connu sous le nom de TCP/IP.

« **Livraison** » désigne la remise des Produits commandés soit au **Client**, soit à un tiers désigné par ce dernier, soit au transporteur désigné par ce dernier.

« **Produit** » désigne l'ensemble des véhicules d'occasion proposés à la vente par le **Vendeur**.

« **Site Internet** » désigne l'infrastructure développée par le **Vendeur** selon les formats informatiques utilisables sur l'Internet comprenant des données de différentes natures, et notamment des textes, sons, images fixes ou animées, vidéos, bases de données, destinées à être consultées par les utilisateurs de l'Internet dans le cadre d'un accès libre à l'adresse www.zanzicar.fr.

« **Tunnel d'achat** » désigne le processus de Commande en ligne des Produits sur le Site Internet.

Article 2 – Description des Produits

2.1. Les caractéristiques essentielles des Produits sont disponibles, de manière lisible et compréhensible, sur les fiches Produits du Site Internet, dans l'email récapitulatif envoyé au **Client** par le **Vendeur** et dans le Devis figurant en pièce jointe dudit email récapitulatif.

2.2. Les fiches Produits du Site Internet sont notamment composées de :

- Une photographie non-contractuelle du Produit ;
- Le prix total du Produit ainsi que le paiement mensuel en cas d'échelonnement ;
- Les délais de Livraison ;
- Les caractéristiques techniques, les équipements et les options du Produit.

2.3. Via les fiches Produits, le Client a accès à un simulateur de crédit pour l'achat du Produit concerné. Ce simulateur de crédit est proposé par CGI, marque de la Société Générale (société anonyme RCS PARIS n° 552 120 222), mise à disposition de la société Compagnie Générale de Location d'Equipements (société anonyme RCS LILLE METROPOLE n° 303 236 186 et ci-après dénommée « **CGI** »). A ce titre, le **Vendeur** ne pourra aucunement être tenu responsable au titre de l'utilisation dudit simulateur de crédit.

Article 3 – Tunnel d’achat

3.1. Les Parties conviennent expressément que les données enregistrées par le **Vendeur** dans le cadre de la Commande constituent la preuve de l’ensemble des opérations commerciales conclues entre elles.

3.2. Les Commandes sont passées sur le Site Internet en langue française via le Compte du **Client**.

3.3. Demande de Devis et de Financement

3.3.1. Afin de demander un Devis, le **Client** doit se connecter à son Compte et accéder à la fiche Produit du Produit sélectionné.

3.3.2. À partir de la fiche Produit, le **Client** peut demander un Devis, en vérifiant ses coordonnées et en renseignant certaines informations relatives notamment aux modes de Livraison et de paiement souhaités.

3.3.3. Au cours de ce processus, le **Client** peut également émettre auprès de CGI une demande de Financement. Dans un tel cadre, le **Client** est dirigé vers un module de souscription fourni par CGI, qu’il doit renseigner en ligne.

3.3.4. À la validation par le **Client** de sa demande de Devis et éventuellement de Financement, le Produit est réservé pendant la durée de validité dudit Devis, soit soixante-douze (72) heures.

3.3.5. À la validation par le **Client** de sa demande de Devis et éventuellement de Financement, un email de confirmation de ladite demande est envoyé dans les meilleurs délais à l’adresse email du **Client** renseignée lors son inscription sur le Site Internet.

3.3.6. Jusqu’à validation de la demande de Devis et éventuellement de Financement, le **Client** peut abandonner ou modifier ladite demande à tout moment.

3.4. Finalisation de la Commande

3.4.1. Afin de finaliser la Commande, le **Client** devra fournir les pièces suivantes :

- Une copie recto-verso de sa carte d’identité ou de son passeport en cours de validité ;
- Un justificatif de domicile de moins de deux (2) mois ;
- Le devis dûment complété, paraphé en bas de chaque page et signé sur la dernière page.

3.4.2. En cas d’avis positif de Financement par CGI, le **Client** devra également fournir les éventuelles pièces demandées par cette dernière.

3.4.3. En cas d’avis négatif de Financement par CGI, le **Client** peut, tout de même, finaliser sa Commande en procédant à un paiement comptant.

3.4.4. Si le **Client** souhaite effectuer un paiement comptant du Produit, et sous réserve qu’il ait remis l’ensemble des documents nécessaires, la Commande est validée dès paiement comptant du **Client** par virement, par chèque ou par carte bancaire selon les modalités ci-après détaillées. Afin de procéder au paiement en ligne, le **Client** est redirigé vers une page Internet du service Cyberplus Paiement de la Banque Populaire doté d’un système de sécurisation des paiements en ligne et permettant de crypter la transmission des données bancaire.

3.4.5. Si le **Client** a reçu un avis positif à sa demande de Financement auprès de CGI, et sous réserve qu’il ait remis l’ensemble des documents nécessaires, la Commande est validée dès réception du dossier complet du **Client**.

3.4.6. Jusqu’à validation de la Commande, le **Client** peut abandonner ou modifier ladite Commande à tout moment. La Commande est ferme et définitive à compter de sa validation.

3.4.7. Sauf accord exprès contraire et indemnisation par le **Client** des frais déjà engagés par le **Vendeur**, aucune modification, suspension ou annulation d’une Commande n’est opposable au **Vendeur** à compter de la validation de la Commande par le **Client**. Toute modification d’une Commande ultérieure à sa validation par le **Client** nécessite l’accord préalable écrit du **Vendeur**. Le **Vendeur** se réserve la possibilité de revoir le prix et les délais initialement proposés en conséquence.

3.4.8. Le **Vendeur** n’est lié par les engagements qui pourraient être pris par ses représentants ou employés que sous réserve d’une confirmation écrite et signée émanant de lui-même, représenté par une personne dûment habilitée.

3.4.9. Afin de lutter contre la fraude, le **Vendeur** se réserve le droit de demander au **Client** tout document nécessaire à la vérification de son identité, de l’authenticité de son moyen de paiement et/ou de son domicile.

3.4.10. Sous réserve d’en informer le **Client** concerné dans les plus brefs délais, le **Vendeur** se réserve le droit de refuser toute Commande :

- pour des motifs légitimes ;
- si les quantités de Produits commandés sont anormalement élevées pour des acheteurs ayant la qualité de consommateur ;
- si la Commande émane d’un **Client** n’ayant pas réglé en totalité une précédente Commande ou avec lequel un litige quelconque serait en cours ;

- si la Livraison doit s'effectuer dans un autre pays que ceux mentionnés ci-après.

Article 4 – Conditions financières

Article 4.1. Prix

4.1.1. Les prix des Produits sont affichés, de manière lisible et compréhensible, sur la fiche Produit, sur le Devis, lors de la passation de Commande et dans l'email récapitulatif envoyé au **Client** par le **Vendeur**. Les prix peuvent être mis à jour à tout moment sans préavis, mais les Produits sont facturés sur la base du prix en vigueur, au jour de la Commande. Les prix sont exigibles en totalité après validation de la Commande.

4.1.2. Tous les prix s'entendent en euros toutes taxes comprises, les taxes étant supportées par le **Client**. Les taxes appliquées sont celles prévues par la réglementation en vigueur et, au cas où celle-ci serait modifiée, les variations de prix qui en résulteraient prendraient effet dès le jour de leur mise en application.

4.1.3. Les tarifs indiqués ne comprennent ni l'accès à l'Internet et/ou au Site Internet ni le coût des lignes téléphoniques. La connexion à Internet relève de la responsabilité du **Client**. Le **Vendeur** ne peut être tenu pour responsable de la qualité de la ligne proposée par le fournisseur d'accès Internet.

4.1.4. Le **Client** pourra bénéficier de réductions de prix, rabais, remises et ristournes, en fonction du nombre de Produits commandés, en une seule fois et un seul lieu ou de la régularité de ses Commandes dans les conditions et modalités prévues aux présentes Conditions générales.

Article 4.2. Modalités de paiement

4.2.1. Si le **Client** souhaite effectuer un paiement comptant du Produit, il aura la possibilité de verser un acompte à hauteur de sept cent cinquante euros (750€), quelque soit le prix du Produit, par virement ou carte bancaire (Visa, Eurocard, Mastercard, Cartes bancaires virtualis, etc.) sur le Site Internet. Dans un tel cas, le **Client** devra payer le solde au moins quarante huit heures (48h) avant la Livraison du Produit selon les mêmes modalités de paiement. Si le **Client** n'a pas versé d'acompte, il devra payer la totalité du prix du Produit au moins quarante huit heures (48h) avant la Livraison du Produit selon les mêmes modalités de paiement que susmentionnées.

4.2.2. Si le **Client** a reçu un avis positif à sa Demande de Financement auprès de CGI, le **Client** devra payer, lors de la Livraison du Produit et contre remise des clés du Produit, la totalité des divers frais (mise à la

route, carte grise, Livraison, apport et éventuel premier loyer) par chèque de banque si le montant est supérieur à mille euros (1000€) ou par chèque classique dans le cas contraire.

4.2.3. Toutes les factures sont envoyées soit à l'adresse postale soit à l'adresse électronique indiquée par le **Client** lors de son inscription sur le Site Internet ou toute autre adresse que le **Client** peut communiquer au **Vendeur**. A ce titre, le **Vendeur** se dégage de toute responsabilité si le **Client** fournit une adresse erronée qu'elle soit physique ou électronique.

4.2.4. Le **Vendeur** se réserve le droit de suspendre ou d'annuler toute exécution d'une Commande, quel que soit sa nature et son niveau d'exécution, en cas de défaut de paiement ou de paiement partiel de toute somme qui serait due par le **Client**, en cas d'incident de paiement, ou en cas de fraude ou tentative de fraude relative au paiement d'une Commande ou à l'utilisation du Site Internet.

4.2.5. Le **Client** garantit au **Vendeur** qu'il dispose des autorisations nécessaires pour utiliser le mode de paiement qu'il aura choisi parmi ceux disponibles.

Article 5 – Livraison

5.1. Lieu de la Livraison

5.1.1. La zone de Livraison du **Vendeur** couvre la France Métropole hors Corse, hors DOM et hors COM.

5.1.2. Les Produits sont livrés à l'adresse indiquée par le **Client** lors de la passation de la Commande et figurant dans l'email récapitulatif qui lui est adressé par le **Vendeur**. Aucune livraison ne sera assurée en cas d'adresse mentionnant une boîte postale. Il appartient au **Client** de vérifier que la Commande est conforme à son choix et que ses données personnelles, mode et lieu de Livraison, options et lieu de facturation sont exactes.

5.1.3. En cas de Livraison à l'étranger expressément accepté par le **Vendeur**, le **Client** s'engage à effectuer toutes les formalités et déclarations nécessaires auprès des autorités et administrations du pays concerné, et acquitter toutes taxes, droits de douanes ou toute autre somme de quelque nature que ce soit qui seraient exigées de lui en vue de l'importation des Produits dans le pays.

5.2. Frais de la Livraison

Les frais de Livraison sont à la charge du **Client**. Ils sont mentionnés dans le Devis afférent, lors de la passation de Commande et dans l'email récapitulatif envoyé au **Client** par le **Vendeur**.

5.3. Délais de la Livraison

5.3.1. Les délais de Livraison des Produits sont indiqués sur le Devis afférent, lors de la passation de Commande et dans l'email récapitulatif envoyé au **Client** par le **Vendeur** selon les modalités prévues à l'article L.138-1 du Code de la consommation.

5.3.2. Tout retard ou manquement imputable au **Client** ou à un tiers entraîne un report des délais de Livraison et la prise en charge par le **Client** des coûts supplémentaires éventuels.

5.3.3. Tel que prévu à l'article L.138-4 du Code de la consommation, tout risque de perte ou d'endommagement des biens est transféré au **Client** au moment où ce dernier ou un tiers désigné par lui prend physiquement possession des Produits.

5.3.4. En cas de retard de Livraison, le **Vendeur** s'engage à avertir le **Client** dans les plus brefs délais, par tout moyen de communication, ainsi qu'à lui indiquer la durée du retard estimée.

5.3.5. Le **Vendeur** ne saurait être tenu pour responsable en cas de défaillance du **Client** dans l'exécution de ses obligations et qui entraînerait une absence de Livraison du Produit commandé.

5.4. Modes de Livraison

Lors de la passation de sa Commande, le **Client** a le choix entre trois modes de Livraison, à savoir :

- la Livraison gratuite en point retrait Zanzicar ;
- la Livraison payante en point retrait partenaire ;
- la Livraison payante à domicile.

Les points retrait partenaire étant un tiers partenaire de Zanzicar, il ne saurait être tenu pour responsable d'un quelconque dommage sur le véhicule lors de la livraison. Zanzicar délègue au point retrait partenaire l'accueil de sa clientèle pour les livraisons sur les points retraits de son réseau physique.

La livraison à domicile est assurée par Expedicar, réseau de convoyeurs professionnels accrédités, partenaire de Zanzicar.

Expedicar prend en charge via son assurance les éventuels dommages qui pourraient survenir lors du convoyage.

Article 5.5. Bon de Livraison

5.5.1. Malgré tout le soin qu'apporte le **Vendeur** à la préparation et l'expédition des Produits, certaines Commandes peuvent contenir des Produits endommagés ou non conformes.

5.5.2. À la Livraison de la Commande, un bon de Livraison doit être signé par le **Client** qui doit vérifier à réception la conformité et l'état du Produit. Si le **Client** estime que le Produit livré est défectueux, défectueux ou non conforme, il lui appartiendra d'en refuser la Livraison, ou d'adresser au **Vendeur** ou au transporteur, des réserves motivées décrivant la défaillance ou la non-conformité de la Commande. Le **Client** disposera d'un délai de quatorze (14) jours à compter de la Livraison pour adresser ses réclamations au **Vendeur**. Le **Vendeur** ne procédera à aucun remboursement ou échange si la réclamation lui est communiquée postérieurement à ce délai.

Article 6 – Retour et Droit de rétractation

6.1. Généralités sur le retour des Produits

6.1.1. Tout retour de Produits doit faire l'objet d'un accord écrit, exprès et préalable du **Vendeur**. Le Produit devra être retourné dans l'état où il se trouvait au moment de la Livraison, accompagné de tous les documents, notices et accessoires, ainsi que de la facture de la Commande adressée par le **Vendeur**, le certificat d'immatriculation et les clés du Produit (et éventuel double des clés).

6.1.2. Le **Vendeur** informera le **Client** de l'acceptation du retour du Produit, ce dernier aura alors la possibilité :

- soit obtenir un avoir sur Commande future d'un montant égal au prix du Produit commandé ;
- soit obtenir le remboursement intégral du prix du Produit commandé dans un délai de quatorze (14) jours.

6.1.3. Aucun remboursement ne sera effectué s'il est révélé que la défaillance est imputable au **Client** et notamment si elle résulte d'un usage non conforme à son utilisation normale, d'une modification ou d'une adaptation du Produit à l'initiative du **Client** ou d'un usage prolongé de la part du **Client**.

6.1.4. Les frais et risques du retour d'un Produit seront à la charge du **Client**. En outre, si le Produit retourné a parcouru plus de cinq cent kilomètres (500km) par tranche de sept (7) jours calendaires consécutifs, les Parties sont convenues que les frais kilométriques seront facturés par le **Vendeur** au **Client** à hauteur d'un euros et cinquante centimes (1,50 €) par kilomètre excédentaire.

6.1.5. En cas d'acceptation par le **Vendeur** du retour d'un Produit, le **Client** devra signer un formulaire de décharge de responsabilité et y inscrire la date et l'heure de la restitution.

6.2. Spécificités sur le droit de rétractation

6.2.1. Conformément aux articles L.221-18 et

suivants du Code de la consommation, le **Client** dispose d'un délai de quatorze (14) jours pour exercer son droit de rétractation. Ce délai court à compter du lendemain du jour de Livraison en point retrait ou au domicile du **Client**.

6.2.1. Afin d'exercer son droit de rétractation, le **Client** doit informer le **Vendeur** de sa décision de rétractation en lui adressant avant l'expiration du délai susmentionné, le formulaire de rétractation ci-dessous et disponible sur le Site Internet. L'exercice du droit de rétractation met fin à l'obligation pour le **Vendeur** d'exécuter la Commande concernée.

6.2.3. À compter de la date de communication de la décision de se rétracter, le **Client** sera remboursé dans un délai de quatorze (14) jours par le **Vendeur** du prix de la Commande concernée.

6.2.4. En cas de rétractation, le **Client** supporte à ses frais les coûts directs de renvoi des Produits concernés au **Vendeur**. Le **Client** disposera d'un délai de quatorze (14) jours, à compter de la date de communication de la décision de se rétracter, pour renvoyer les Produits concernés au **Vendeur** conformément aux modalités susmentionnées.

Article 7 - Garantie

En application des dispositions législatives et réglementaires, toutes les Commandes sont soumises à la garantie légale de conformité des articles L.217-4 et suivants du Code de la Consommation et à la garantie des vices cachés du Code civil, prévue aux articles 1641 et suivants.

7.1. Garantie légale de conformité

Article L.217-4 du Code de la Consommation :

« Le vendeur livre un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance. Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage et de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité. »

Article L.217-5 du Code de la Consommation :

« Le bien est conforme au contrat :

1° S'il est propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable, et le cas échéant :

- s'il correspond à la description donnée par le vendeur et possède les qualités que celui-ci a présentées à l'acheteur sous forme d'échantillon ou de modèle ;
- s'il présente les qualités qu'un acheteur peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le vendeur, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage.

2° Ou s'il présente les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou est propre à tout usage

spécial recherché par l'acheteur, porté à la connaissance du vendeur et que ce dernier a accepté. »

Article L.217-12 du Code de la consommation :

« L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien. »

Article L.217-16 du Code de la consommation :

« Lorsque l'acheteur demande au vendeur, pendant le cours de la garantie commerciale qui lui a été consentie lors de l'acquisition ou de la réparation d'un bien meuble, une remise en état couverte par la garantie, toute période d'immobilisation d'au moins sept jours vient s'ajouter à la durée de la garantie qui restait à courir.^[L1] Cette période court à compter de la demande d'intervention de l'acheteur ou de la mise à disposition pour réparation du bien en cause, si cette mise à disposition est postérieure à la demande d'intervention. »

Mentions encadrées :

En matière de garantie de conformité, le **Client** :

- bénéficie d'un délai de deux (2) ans à compter de la délivrance du bien pour agir ;
- peut choisir entre la réparation ou le remplacement du bien, sous réserve des conditions de coût prévues par l'article L.217-9 du Code de la consommation ;

Les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de vingt-quatre (24) mois pour les biens neufs (six (6) mois en cas de biens d'occasion) à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance, sauf preuve contraire.

La garantie légale de conformité s'applique indépendamment de la garantie commerciale éventuellement consentie.

Le **Client** peut décider de mettre en œuvre la garantie légale contre les défauts cachés de la chose vendue au sens de l'article 1641 du Code civil. Dans cette hypothèse, il peut choisir entre la résolution de la vente ou une réduction du prix de vente conformément à l'article 1644 du Code civil.

7.2. Garantie des vices cachés

Article 1641 du Code civil :

« Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts de la chose vendue qui la rendent impropres à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus. »

Article 1644 du Code civil :

« Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix. »

Alinéa 1 de l'article 1648 du Code civil :

« L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. »

7.3. Extension de garantie

Lors de la passation de Commande, et dans le cadre d'une demande de Financement, le **Client** peut opter

pour des extensions de garantie payantes dont les conditions générales lui seront transmises par lien permanent dans le Devis et dans l'email récapitulatif envoyé par le **Vendeur**.

7.4. Exclusions de garantie

Le **Client** ne pourra se prévaloir d'aucune garantie légale ou contractuelle si :

- le dommage ou le vice est apparent (et sans réclamation de la part de ce dernier dans les conditions de son droit de rétractation) ;
- le dommage ou le vice est le fait du transport du Produit lorsque le **Client** confie la Livraison du Produit à un transporteur autre que celui proposé par le **Vendeur** (conformément aux articles L.216-4 et L.216-5 du Code de la consommation) ;
- le dommage ou le vice résulte d'une utilisation anormale du Produit par le **Client** ;
- le Produit a fait l'objet d'une modification, d'une adaptation ou d'une réparation qui n'a pas été autorisée par le **Vendeur**.

Article 8 – Responsabilité

8.1. Toute réclamation, pour être prise en considération, doit être effectuée par écrit dans un délai de quatorze (14) jours à compter de la Livraison du Produit par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.2. Les informations nécessaires à l'exécution de la Commande devront répondre aux spécifications du **Vendeur**. Le **Client** est responsable de l'exactitude, la sincérité et la véracité des coordonnées qu'il fournit au **Vendeur**. Le **Vendeur** ne saurait être tenu responsable en raison d'une erreur dans la saisie de ces coordonnées.

8.3. En outre, le **Vendeur** ne pourra être reconnu responsable des dommages de toute nature, tant matériels, qu'immatériels, directs ou indirects qui pourraient résulter d'une mauvaise utilisation du Produit ou d'une adaptation ou modification effectuée à la seule initiative du **Client**.

8.4. A ce titre, le **Client** est seul responsable de l'utilisation et de l'exploitation qu'il fait du Produit commandé. Le **Vendeur** ne pourra être tenu responsable en cas d'atteinte à la législation ou aux droits des tiers dans le cadre de cette utilisation et de cette exploitation.

8.5. Le **Vendeur** n'est pas responsable si un quelconque dysfonctionnement du Site Internet, indépendant de sa volonté, empêche notamment le **Client** de passer ou de valider une Commande.

8.6. Le **Vendeur** ne pourra être tenu responsable en cas de dommages liés à la perte ou à la divulgation du mot de passe du Compte d'un **Client**.

Article 9 – Résiliation

9.1. En cas de manquement par l'une des Parties à ses obligations non réparé dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant le manquement, l'autre Partie pourra résilier immédiatement et de plein droit la Commande.

9.2. La résiliation interviendra sans préjudice de tout autre droit ou action dont la Partie victime de la défaillance pourrait se prévaloir à l'encontre de la Partie fautive.

9.3. En cas de résiliation de la Commande, le **Client** reste tenu du paiement de toutes les Commandes antérieures exécutées par le **Vendeur** jusqu'à la date d'effet de la résiliation et plus généralement du paiement de toutes factures dues au **Vendeur** et restées impayées nonobstant la prise d'effet de la résiliation.

Article 10 – Force Majeure

10.1. En aucun cas, les Parties ne pourront être tenues pour responsables des manquements ou retards dans l'exécution de la Commande dus à l'un des cas de force majeure ou cas fortuit communément retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

10.2. La survenance d'un cas de force majeure suspend l'exécution de la Commande, à l'exception de l'obligation pour le **Client** de payer les sommes dues jusqu'au jour de la survenance du cas de force majeure.

10.3. Si un cas de force majeure se poursuit au-delà d'une durée de trente (30) jours, la Commande pourra être résiliée immédiatement et de plein droit, sans formalités judiciaires, par l'une ou l'autre des Parties, moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – Confidentialité

11.1. Chacune des Parties s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés pour garder le secret le plus absolu sur les informations désignées comme confidentielles par l'autre Partie, et auxquelles elle aurait eu accès à l'occasion de l'exécution de la Commande.

11.2. Chacune des Parties s'engage à faire respecter cette obligation par ses salariés, dirigeants, mandataires sociaux, société mère, filiales et sous-traitants éventuels ou tout préposé.

11.3. L'obligation de confidentialité continuera pendant une durée de trois (3) ans après l'exécution de la Commande. Elle deviendra caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention de la Partie qui aura reçu l'information.

Article 12 – Réserve de propriété

12.1. En cas de défaut de paiement par le **Client** de tout ou partie du prix de la Commande, le **Vendeur** se réserve, jusqu'au complet paiement, un droit de propriété sur les Produits. Tout acompte versé par le **Client** restera acquis au **Vendeur**, sans préjudice de toutes autres actions qu'il serait en droit d'intenter de ce fait à l'encontre du **Client**.

12.2. En cas de paiement échelonné, le défaut de paiement de l'une des échéances pourra entraîner la revendication par le **Vendeur** des Produits. Le **Client** s'engage à informer immédiatement le **Vendeur** de tout incident susceptible d'affecter la propriété des Produits.

Article 13 – Modification

13.1. Le **Vendeur** peut modifier à tout moment les présentes Conditions générales, notamment pour se conformer à une disposition légale. Le **Client** sera informé des modifications intervenues selon les modalités ci-dessous.

13.2. En cas de modification, les Conditions générales applicables sont celles en vigueur à la date de la Commande dont une copie datée à ce jour peut être remise à sa demande au **Client**.

13.3. La nouvelle version des Conditions générales sera disponible sur le Site Internet dans la rubrique concernée. Le **Client** devra accepter les Conditions générales lors de sa Commande avant le choix du moyen de paiement.

Article 14 – Dispositions Générales

14.1. Si l'une quelconque des stipulations des présentes Conditions générales, ou une partie d'entre elles, s'avérait nulle au regard d'un règlement, d'une loi en vigueur ou à la suite d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité des Conditions générales dans leur ensemble, ni celle de la clause seulement partiellement concernée.

14.2. Le fait que l'une ou l'autre des Parties n'ait pas exigé, temporairement ou définitivement, l'application d'une stipulation des présentes Conditions générales ne pourra être considérée comme une renonciation aux droits détenus par cette Partie.

Article 15 - Médiation

15.1. Dans l'hypothèse où un litige surviendrait entre les Parties, le **Client** a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose au **Vendeur**. A ce titre, le **Vendeur** garantit au **Client** le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation.

15.2. Par défaut, le **Vendeur** propose au **Client** le recours au médiateur de la consommation du Conseil National des professions de l'automobile.

Adresse : 50, rue Rouget de Lisle à Suresnes (92150)

Site Internet : www.mediateur-cnpa.fr

Contact : mediateur@mediateur-cnpa.fr

15.3. Les Parties conviennent que le litige ne pourra pas être examiné par le médiateur de la consommation lorsque :

- le **Client** ne justifie pas avoir tenté, au préalable, de résoudre son litige directement auprès du **Vendeur** par une réclamation écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au **Vendeur** dans un délai de quinze (15) jours à compter de la Livraison du Produit ;
- la demande est manifestement infondée ou abusive ;
- le litige a été précédemment examiné ou est en cours d'examen par un autre médiateur ou par un tribunal ;
- le **Client** a introduit la demande auprès du médiateur dans un délai supérieur à un (1) an à compter de sa réclamation écrite auprès du **Vendeur** ;
- le litige n'entre pas dans le champ de compétence du médiateur.

Article 16 – Droit Applicable et Litiges

16.1. Les présentes Conditions générales, ainsi que l'ensemble des rapports contractuels qui pourraient en découler sont soumis au droit français.

16.2. Dans l'hypothèse où un litige surviendrait entre le **Client** et le **Vendeur**, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable, prenant en compte les intérêts de chacune d'elles avant d'engager toute action judiciaire.

FORMULAIRE DE RÉTRACTATION

Veillez compléter et renvoyer le présent formulaire uniquement si vous souhaitez vous rétracter de votre commande de véhicule d'occasion auprès de ZANZICAR.

A l'attention de :

**PAROT DIGITALS
Service des Retours – ZANZICAR
55 Boulevard Jacques Chaban Delmas
33520 BRUGES**

Je/nous (*) vous notifie/notifions (*) par la présente ma/notre (*) rétractation de la commande portant sur la vente du véhicule d'occasion ci-dessous :

Commandé le (*) / livré le (*) :

Nom du (des) consommateur(s) :

Adresse du (des) consommateur(s) :

Signature du (des) consommateur(s) (uniquement en cas de notification du présent formulaire sur papier) :

Date :

() Rayez la mention inutile.*

Vous avez le droit de vous rétracter de la présente commande sans donner de motif dans un délai de quatorze (14) jours.

Le délai de rétractation expire quatorze (14) jours après le jour où vous-même, ou un tiers autre que le transporteur et désigné par vous, prend physiquement possession du véhicule.

Pour exercer le droit de rétractation, **vous devez nous notifier** votre décision de rétractation de la présente commande au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté :

- **Par voie postale à l'adresse suivante :**

PAROT DIGITALS
Service des Retours - ZANZICAR
55 Boulevard Jacques Chaban Delmas
33520 BRUGES

- **Par voie électronique à l'adresse suivante : contact@zanzicar.fr ;**
- **En appelant au numéro suivant : 0806 0806 001** (du lundi au vendredi de 9h à 21h et le samedi de 9h à 19h sans interruption - prix d'un appel local).

Vous pouvez utiliser le modèle de formulaire de rétractation mais ce n'est pas obligatoire. Vous pouvez également remplir et transmettre le modèle de formulaire de rétractation ou toute autre déclaration dénuée d'ambiguïté sur notre site Internet www.zanzicar.fr.

Si vous utilisez cette option, nous vous enverrons sans délai un accusé de réception de la rétractation sur un support durable par courriel.

Pour que le délai de rétractation soit respecté, il suffit que vous transmettiez votre communication relative à l'exercice du droit de rétractation avant l'expiration du délai de rétractation

Effets de la rétractation

En cas de rétractation de votre part de la présente commande, nous vous rembourserons tous les paiements reçus de vous, y compris les frais de livraison (à l'exception des frais supplémentaires découlant du fait que vous avez choisi, le cas échéant, un mode de livraison autre que le mode moins coûteux de livraison standard proposé par nous) sans retard excessif et, en tout état de cause, au plus tard quatorze (14) jours à compter du jour où nous sommes informés de votre décision de rétractation de la présente commande.

Nous procéderons au remboursement en utilisant le même moyen de paiement que celui que vous aurez utilisé pour la transaction initiale, sauf si vous convenez expressément d'un moyen différent.

En tout état de cause, ce remboursement n'occasionnera pas de frais pour vous.

Nous pouvons différer le remboursement jusqu'à ce que nous ayons reçu le véhicule ou jusqu'à ce que vous ayez fourni une preuve d'expédition de ce dernier, la date retenue étant celle du premier de ces faits.

Vous devrez renvoyer ou rendre le véhicule, sans retard excessif et, en tout état de cause, au plus tard quatorze (14) jours après que vous nous aurez communiqué votre décision de rétractation de la présente commande, à l'adresse suivante :

PAROT DIGITALS
Service des Retours - ZANZICAR
55 Boulevard Jacques Chaban Delmas
33520 BRUGES

Ce délai est réputé respecté si vous renvoyez le véhicule avant l'expiration du délai de quatorze (14) jours.

Vous devrez prendre en charge les frais directs de renvoi du véhicule.